



## PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT DESCRIPTION DU POSTE

### INFORMATIONS GENERALES

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
| <b>Intitulé de la mission :</b> | Evaluation des propositions des OSC dans le cadre des projets « Contribution de la sc aux ODD et PPRC |
| <b>Projet :</b>                 |   |
| <b>Titre du poste :</b>         | Recrutement de deux Évaluateurs nationaux des propositions de projets des OSC                         |
| <b>Lieu d'affectation :</b>     | Tunis - Tunisie   |
| <b>Durée de la mission :</b>    | 20 jours de travail effectif  |
| <b>Superviseur :</b>            | Conseillers techniques principaux des projets   |
| <b>Date de début prévue :</b>   | 13 décembre 2020  |

### I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION :

Après la révolution de 2011, la Tunisie s'est engagée dans un processus global de réforme du secteur de sécurité, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette démarche reflète la volonté de l'Etat de restaurer la confiance entre les forces de sécurité intérieure et les citoyens et de consacrer l'Etat de droit.

Dans ce cadre, le ministère de l'Intérieur a mis en œuvre un « modèle tunisien de police de proximité ». Celui-ci constitue une des réformes phares déjà amorcées sur le terrain et se fonde sur l'ouverture, la transparence et le partenariat avec la société civile.

Ce modèle de police, ayant une portée préventive, a été présenté et disséminé par le biais d'une approche inclusive et concertée auprès de tous les acteurs locaux, y compris la société civile. C'est à ce titre que, depuis 2014, huit (18) Comités Locaux de Sécurité (CLS) ont été formés dans des régions-pilotes en tant que mécanismes et outils de concertation entre la police et les acteurs locaux.

D'autre part, l'instauration d'un cadre juridique (décret-loi n°88-2011 du 24 septembre 2011) à caractère déclaratif pour la création d'associations a entraîné une augmentation exponentielle du nombre de celles-ci. Une nouvelle dynamique d'engagement citoyen a pu, ainsi, être initiée, donnant écho à la demande de participation citoyenne manifesté par les tunisiens et les tunisiennes depuis l'avènement de la révolution de 2011.

Pourtant, la plupart des organisations de la société civile tunisienne ne disposent toujours pas d'une expertise suffisante, ni d'un accès à des possibilités de formation et/ou de financement pérennes. Par conséquent, ces associations ont du mal à se positionner durablement comme des interlocuteurs privilégiés des institutions publiques et de devenir ainsi des acteurs stratégiques de développement.

En effet, la majorité des OSC est caractérisée par des capacités organisationnelles limitées, se reflétant notamment dans l'absence de vision et de planification stratégique, la faible capacité de mobilisation de ressources humaines qualifiées et de ressources financières. Ces faiblesses organisationnelles mettent à mal la durabilité des interventions, voire même la pérennité de ces organisations.

Dans ce contexte, Le PNUD s'est engagé à partir de 2012 à appuyer les OSC émergentes afin de renforcer leur autonomie et leur spécialisation, afin qu'elles puissent jouer un rôle significatif dans l'ancrage d'un système politique favorisant la participation citoyenne et l'atténuation des inégalités et de l'exclusion. Des programmes de renforcement de capacités spécifiques (sur les thématiques en lien avec la transition démocratique engagée) et transversaux (en matière de gouvernance associative) ont pu être développés et mis en œuvre au profit des OSC. Un vivier d'OSC partenaire a pu ainsi être généré et une fine connaissance des défis de la société civile tunisienne développée.

En prolongement de ce travail, le PNUD est depuis 2019 partenaire du Ministère en charges des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile dans le cadre du projet d'appui au renforcement de la contribution de la société civile tunisienne à l'Agenda 2030.

Dans ce contexte, le PNUD, a lancé en novembre 2020 deux appels à propositions à destination de la société civile portant sur :

- Contribution de la société civile à la mise en œuvre du modèle de police de proximité ;
- Appui aux initiatives de la société civile pour le développement local durable et la réalisation de l'ODD 16

L'objectif global de ces appels à propositions :

**Contribution de la société civile à la mise en œuvre du modèle de police de proximité :**

- Assurer une plus grande appropriation citoyenne du modèle de police de proximité ;
- Rendre opérationnelles les démarches de concertation et de participation au sein des Comités Locaux de Sécurité dans le diagnostic et la prévention de l'insécurité au niveau local ;
- Constituer des espaces de dialogue, d'échanges et de débat permettant d'établir des diagnostics territorialisés des priorités en matière de prévention de la violence basée sur le genre ;
- Mettre en place des initiatives citoyennes contribuant à la mise en œuvre des plans locaux de sécurité dans les régions concernées pour la prévention de la violence basée sur le genre ;
- Promouvoir et faire connaître le modèle de police de proximité par l'amélioration de la relation police-citoyens ;
- Initier des approches préventives impliquant les citoyens dans l'amélioration de la sécurité et de la qualité de vie au niveau local.

**Appui aux initiatives de la société civile pour le développement local durable et la réalisation de l'ODD 16 :**

Favoriser l'émergence d'un environnement institutionnel propice à la contribution effective de la société civile au développement durable. A cet effet, le projet intervient à deux niveaux :

- *Au niveau national* pour appuyer le renforcement de capacités institutionnelles en matière de coordination et de collaboration avec la société civile pour la réalisation des objectifs de l'agenda 2030 ;
- *Au niveau local* pour promouvoir l'accès des OSC aux opportunités de renforcement de capacités et appuyer les initiatives de la société civile pour la mobilisation citoyenne et l'inclusion des groupes vulnérables pour rendre plus efficace leur intervention en matière de mobilisation citoyenne, notamment celle des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables, dans le cadre de partenariats avec les acteurs du développement.

**II- OBJET DE LA MISSION :**

Le projet fait appel à deux consultants nationaux en vue de réaliser une évaluation pour les propositions de projets reçues des OSC dans le cadre du projet *Tamkeen*.

1. Objectif Général : Assurer une attribution objective et transparente des subventions accordées par le PNUD aux organisations de la société civile.
2. Objectif Spécifique : Evaluer les capacités des OSC, ainsi que la faisabilité technique et financière des propositions reçues, dans le cadre des appels à propositions lancés par le PNUD en novembre 2020, selon les critères prédéfinis.

### **III. PRODUITS ATTENDUS (LIVRABLES) :**

A l'issue de la mission le consultant devra soumettre les livrables ci- dessous pour chaque appel à propositions :

1. Une grille d'évaluation signée, selon le modèle fourni dans les lignes directrices, pour chaque proposition évaluée contenant le score et les commentaires ;
2. Un tableau récapitulatif des scores attribués (selon le modèle fourni) ;
3. Un rapport succinct qui résume les résultats de la mission de l'évaluation et présente un classement des propositions.

### **IV. TACHES A EFFECTUER :**

Le( a) Consultant(e) travaillera sous la supervision des conseillers techniques principaux des projets *Contribution de la sc aux ODD et PPRC*, afin de réaliser l'évaluation technique et financière de chaque proposition. Le travail peut s'effectuer à distance.

### **V. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS REQUISES :**

#### Education :

Master en économie, gestion, sciences politiques, droit ou toute autre discipline similaire ou diplôme d'ingénieur

#### Expérience et compétences :

- Disposer d'un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle pertinente : dans la gestion de projets, le développement, la communication, l'appui à la société civile, l'enseignement en sciences humaines ou en économie gestion ;
- Connaissance avérée en évaluation des propositions (au moins deux expériences similaires) ;
- Bonne connaissance de la société civile tunisienne justifiée par les références (citer les 2 expériences les plus pertinentes) ;
- Une expérience avec le système des Nations Unies ou l'un des partenaires techniques et financiers en Tunisie est un atout.

### **VI. DATE DE DEMARRAGE :**

La date de démarrage pour cette mission est fixée au 13 décembre 2020.

### **VII. BESOINS :**

Le(a) consultant(e) doit être en possession d'un ordinateur portable fonctionnel.

### **VIII. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE :**

Les candidat(e)s souhaitant postuler devront soumettre au PNUD :

- a) Une offre technique comprenant :
  - Un CV mis à jour, incluant deux références avec leurs contacts (email, téléphone) ;
  - Une note méthodologique ;

- Des preuves des références aux travaux similaires demandés aux points 3 et 4 de la grille d'évaluation.

b) Une offre financière :

Le/la consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (en y incluant les éléments qui le composent à savoir les honoraires (taux journalier), et le nombre de jours de prestation).

### VIII. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Méthode de notation mixte : l'offre technique sera pondérée de 70% et l'offre financière de 30%. Le contrat sera attribué à l'offre techniquement qualifiée ayant obtenu le meilleur score technico-financier.

Les offres seront évaluées en deux étapes selon les critères suivants :

### IX. EVALUATION TECHNIQUE : LE TABLEAU DES CRITERES TECHNIQUES

| Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique |  | Coefficient de pondération de la note | Points maximum |
|--|--|---------------------------------------|----------------|
| 1.   | Minimum de 05 ans d'expérience professionnelle dans la gestion de projets, le développement, la communication, l'appui à la société civile, l'enseignement en sciences humaines ou en économie gestion<br>- 05 ans d'expériences .....15 pts<br>- Plus de 05 ans d'expériences .....20 pts | 20 %                                  | 20             |
| 2.   | Expérience en évaluation de projets<br>- Minimum 2 expériences.....20 pts<br>- Plus de 2 expériences.....30 pts  | 30 %                                  | 30             |
| 3.   | Bonne connaissance de la société civile tunisienne<br>- 02 expériences .....10 pts<br>- Plus de 02 expériences .....15pts  | 15 %                                  | 15             |
| 4.   | Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution<br>- Compréhension de la tâche.....10 pts<br>- Approche et plan.....15 pts<br>- La qualité de la rédaction en français.....5 pts   | 30 %                                  | 30             |
| 5.   | Expérience avec le SNU<br>- Une expérience et plus ..... 5 pts   | 5 %                                   | 5              |
| <b>Total évaluation technique</b>                              |  | <b>100%</b>                           | <b>100</b>     |

### X. EVALUATION FINANCIERE :

Chaque offre financière (F) recevra une note financière (Nf) calculée par comparaison avec l'offre financière la moins-disante (Fm) de la manière suivante :  $NF=100 \times Fm / F$  (F étant le prix de l'offre financière). Pour finir, les propositions seront classées en fonction de leurs notes technique (Nt) et financière (Nf) combinées, avec application des pondérations (**70% pour la proposition technique ; 30% pour la proposition financière**) ; pour aboutir à une note globale (NG). Le marché sera adjugé à l'offre ayant obtenu la note globale (NG) pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité).

### XI. PAIEMENT :

- 50% après réception et validation des 3 livrables demandés pour le premier appel à propositions (Section III) ;
- 50% après réception et validation des 3 livrables demandés pour le deuxième appel à propositions (Section III).

**Les propositions incomplètes ne respectant pas ces instructions seront rejetées.**

## **XII. MODALITES DE SOUMISSION**

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent obligatoirement soumettre les documents listés plus haut, démontrant leurs qualifications.

Les candidatures doivent être envoyées par :

- E-mail, avec pour objet, « Consultant(e) national(e) – Evaluation des propositions de projets des OSC » à l'adresse suivante : [procurement.tn@undp.org](mailto:procurement.tn@undp.org)

Les demandes de clarification devront être envoyées à la même adresse électronique ([procurement.tn@undp.org](mailto:procurement.tn@undp.org)) au plus tard le 12/12/2020.